

## **Retraités ! Ne nous laissons pas saigner par Macron**

### **Le gouvernement et le président lancent de nouvelles attaques contre les retraités la baisse du pouvoir d'achat est déjà programmée pour les 3 prochaines années**

Les pensions des retraités est depuis ces dernières années devenue une variable d'ajustement budgétaire des gouvernements. En effet malgré nos manifestations, nos pétitions, l'exécutif rompt le contrat social. De nouveau il rogne nos pensions, il rend unilatéralement caduque ses engagements qui consistait à réévaluer les pensions en fonction de l'indexation de l'inflation, ceci dit la CGT a toujours posée comme revendication l'indexation des pensions en fonction de l'augmentation des salaires et nous revendiquons aussi pas une seule pension inférieure à 1 500 €.

L'exécutif engage une réforme en profondeur des retraites et tout particulièrement en détruisant la solidarité entre les générations par la destruction des cotisations par répartition et par l'introduction de la capitalisation . Macron et le MEDEF sont les premiers de cordée de l'individualisme. Ce sont des vendeurs de vent, ils voudraient nous faire croire qu'un euro payé sera un euro versé. Nous savons que la retraite par point est un leurre, des grandes villes des États Unis sont insolvables pour payer les pensions des employés municipaux. La capitalisation c'est les fonds de pensions avec les aléas spéculatifs et par conséquents des pensions fluctuantes en fonction de la situation de la volonté des financiers (pour exemple la Suède où le montant des pensions a baissé). Comment se fera la transition, pour les 15 millions de pensionnés actuels , du glissement de la retraite par répartition en capitalisation ? Lorsque nous étions actifs nous cotisons pour les pensions des retraités. La capitalisation consiste à assurer pour soit pour sa propre pension à venir. Quelle est leur stratégie budgétaire de ce trou noir financier ?

Après la hausse de la CSG de 25 % en 1 an soit 1,7 % de moins sur nos pensions, l'exécutif prévoit pour le projet de la loi de finance de la sécurité social pour 2018 , 2019 et 2020 une augmentation de nos pensions de 0,3 %. Il est fort à parié que les députés LRM godillots de la République seront d'accord avec le projet.

Pour 2018 alors que nous subissons une inflation sur 12 mois de l'ordre de 2,3% il envisagent une augmentation de 0,3%. Initialement la revalorisation devait intervenir en octobre mais elle sera effective en janvier 2019 de nouveau 3 mois de gagné pour le gouvernement. Pour rappel les pensions étaient réévaluées en janvier et sous le régime de Hollande elle a été décalée en octobre cela représente un gain d'une année pour l'exécutif et une perte d'un an pour les retraités.

Depuis 2007 l'inflation cumulée s'élève à 14,9 %,chiffre officiel mais non réel mais c'est un minima, bien que nos pensions ont été revalorisées à hauteur de 10,1%, en additionnant la hausse de la CSG notre pouvoir d'achat à baissé de 6,5% sur 10 ans. Cela représente pour une pension de 1200 € par mois une perte de 936 € par an soit près de 24 jours de pensions extorquées. En projection d'ici 2020 les retraités

perdront en pouvoir d'achat 1500 € sur 3 ans.

La CGT a des propositions dont :

Augmenter les recettes en augmentant le nombre de cotisants

- Mise à contribution des revenus financiers qui s'élèvent à 325 milliards d'euros cela rapporterait 45 milliards.
- la Cgt a démontré qu'il était possible d'équilibrer le financement des régimes de retraites sur la base d'une augmentation des cotisations de 1,36% à l'ARCCO et de 2,6% à l'ARGIC supportée à 90 % par les employeurs. D'autre part la CGT introduit la modulation des cotisations, les entreprises à fort taux de main d'œuvre ne seraient pas concernées (artisans et TPE). Le projet CGT préconise l'élargissement de l'assiette de cotisations à l'intéressement et à la participation.

Augmenter les recettes en abolissant la discrimination salariales envers les femmes en assurant l'égalité des salaires entre hommes et femmes, et la suppression du temps partiel qui leur est imposé.

**Disons tous ensemble :**

**Non à la hausse de la CSG,**

**Non à la mise en concurrence des retraités, des salariés et des jeunes,**

**Non au système de retraites par capitalisation .**

**Oui à la revalorisation de nos pensions au 1<sup>er</sup> octobre et à son indexation sur l'évolution des salaires.**

**Oui à la redistribution des richesses.**

**Oui aux droits à une vie décente, à la culture, au sport, à la santé aux loisirs, aux transports, à l'autonomie, aux services publics pour tous.**